



L'AGRICULTURE URBAINE À KORHOGO : UN MOYEN DE SURVIE OU UNE NOUVELLE ACTIVITÉ PROMETTEUSE ?

FOFANA Lacina

Maître-Assistant, Département de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo, Côte d'Ivoire ; Email ; fofanasafrey@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Nourrir l'ensemble de la population mondiale de plus en plus citadine est l'un des enjeux majeurs de notre siècle, dans un contexte de changement climatique. Le développement, et l'amélioration des conditions de vie des populations passent nécessairement par une meilleure réponse aux besoins de base ou primaire, dont l'alimentation occupe une place primordiale. Les prévisions des citadins pour 2050 sont de 80 % sur une population mondiale de 10 milliards (soit environ 8 milliards de citadins). En effet, dans un tel contexte global marqué par de profondes mutations de l'espace urbain (urbanisation croissante) et d'insécurité alimentaire dans nos villes, cette étude répond à l'objectif d'analyser la question agricole en milieu urbain et particulièrement dans la ville de Korhogo. La méthodologie utilisée repose sur la recherche documentaire et des enquêtes de terrain faites d'observations, et d'entretiens avec les autorités communales. Les résultats obtenus montrent que l'agriculture urbaine dans la ville de Korhogo est destinée aux personnes d'une extrême nécessité sans qualification.

Mots clés : Korhogo, agriculture, urbaine, activité prometteuse.

ABSTRACT

Feeding the entire world population, which is increasingly urban, is one of the major challenges of our century, in a context of climate change. Development, improvement of the living conditions of populations necessarily requires a better response to basic or primary needs, of which food occupies a primordial place. Urban dwellers' forecasts for 2050 are 80% out of a world population of 10 billion (or about 8 billion city dwellers). Indeed, in such a global context marked by profound changes in



urban space (increasing urbanization) and food insecurity in urban areas, this study responds to the objective of analyzing the agricultural issue in urban areas and particularly in urban areas. The town of Korhogo. The methodology used is based on documentary research and field surveys made of observations and interviews with municipal authorities. The results obtained show that urban agriculture in the town of Korhogo is aimed at people of extreme need without qualifications.

Keywords: *Korhogo, agriculture, urban, promising activity*

INTRODUCTION

Les pays du Sud absorberont 90 % de la croissance de la population à venir, notamment en Asie et en Afrique, et certaines villes de ces régions connaîtront des taux annuels de croissance démographique de 5 %, correspondant à un doublement de la population en 14 ans environ. Faire face à cette pression démographique représente un vrai défi pour n'importe quelle ville du monde, d'autant plus que les niveaux de pauvreté sont élevés et près de 60 % de la population d'Afrique subsaharienne et 30 % de la population d'Asie vit dans des bidonvilles, où les infrastructures élémentaires comme l'eau, l'électricité et l'assainissement sont insuffisantes (UN, 2018). Dans ce contexte, une offre locale de nourriture devient une nécessité. Pays d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire n'est pas exempte de cette situation. Ainsi, à la fin des années 1990, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est vue confier la tâche de soutenir l'agriculture urbaine dans le monde entier. L'Agence apporte un savoir-faire technique et des conseils aux gouvernements nationaux et locaux sur les questions relatives à l'alimentation, par le biais de programmes, d'initiatives et de rapports clés. La FAO vise à renforcer les liens complexes entre les agricultures urbaine, périurbaine et rurale qui caractérisent les systèmes alimentaires contemporains, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire. La FAO a soutenu le développement du secteur de l'agriculture urbaine et périurbaine plusieurs villes de la République démocratique du Congo. Ce projet a permis d'introduire de meilleures variétés de légumes et d'installer ou de moderniser 40 structures d'irrigation, ce qui a permis d'accroître la production tout au long de l'année. Quelques 450 associations de producteurs ont été formées aux bonnes pratiques agricoles, et le microcrédit a permis la création de petites



entreprises rentables. Les cultures maraîchères de Kinshasa produisent aujourd'hui entre 75 000 et 85 000 tonnes de légumes par an, soit 65 % de l'approvisionnement de la ville. La FAO a participé dans les années 1990 à la conception du plan directeur de développement de la ville de Kigali, au Rwanda, en y intégrant l'agriculture urbaine. A Tegucigalpa, la capitale de l'un des pays les plus pauvres du monde (Honduras), La FAO et la municipalité ont lancé en 2009 le « Projet pilote pour le renforcement de l'agriculture urbaine et périurbaine et de la sécurité alimentaire dans le district central ». Ce projet, d'un montant de 480 000 dollars américains dans le but immédiat d'accroître la consommation de fruits et légumes, et dans le but ultime de contribuer à la sécurité alimentaire des personnes vivant dans la pauvreté extrême. En outre, Shanghai produit actuellement environ 55% des besoins en légumes frais (WWF, 2012). C'est pourquoi, selon la FAO (2017), l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) dépend largement de la capacité des instances locales et nationales à gérer l'urbanisation. Ceci implique une refonte des systèmes alimentaires et agricoles. Selon les estimations de la FAO, cette contribution se situe aussi au niveau des revenus des ménages qui la pratique.

Toutefois, malgré ces nombreuses actions et acquis dans le monde l'agriculture urbaine est soumise à de nombreuses difficultés dans sa contribution à la sécurité alimentaire. La preuve est que les pays en voie de développement (PVD) sont plus connus comme étant « *un monde de faim* », de malnutrition et de sous-nutrition. Aussi le coût du foncier et le manque de foncier disponible ; la pression de l'urbanisation, et de la périurbanisation que connaissent nos villes enclavées et même tant à faire disparaître cette agriculture. D'autant plus qu'elle est souvent perçue comme ayant le potentiel d'assurer une part importante des besoins alimentaires des populations urbaines, en plus de participer au développement économique et à la réduction de la pauvreté (Ba, 2014). D'où annoncée par certains acteurs comme une des solutions face aux crises économiques, spatiales, sociales ou encore sanitaires. C'est en effet dans un tel contexte global marqué par de profondes mutations de l'espace urbain et d'insécurité alimentaire en milieu urbain que cette recherche sur la question agricole en milieu urbain et particulièrement dans la ville de Koro hogo semble indispensable.

1- MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de cette étude, la collecte des données s'est faite au moyen de deux techniques : la recherche documentaire et l'enquête de terrain. Les informations collectées portent sur le contexte de développement de l'agriculture urbaine en Afrique subsaharien et en particulier en Côte d'Ivoire. Certains documents ont permis d'apprécier en Côte d'Ivoire comme ailleurs les conséquences de l'impact de l'agriculture urbaine à Korhogo. Ces informations secondaires ont été complétées par des enquêtes de terrain qui ont permis de faire des observations et de mener des entretiens avec les populations de la zone d'étude. De façon concrète les observations ont portées sur le processus d'occupation et de gestion de l'espace agricole urbain de la ville de Korhogo par les occupants (voir carte 1). L'enquête a proprement parlé, a pris en compte les 56 chefs de ménage à travers la ville de Korhogo. Les grands axes du questionnaire adressé à cette population ont tourné essentiellement autour des caractéristiques socio-démographiques des pratiquants, l'impact socio-économique et environnemental, les contraintes et les enjeux de l'agriculture urbaine.

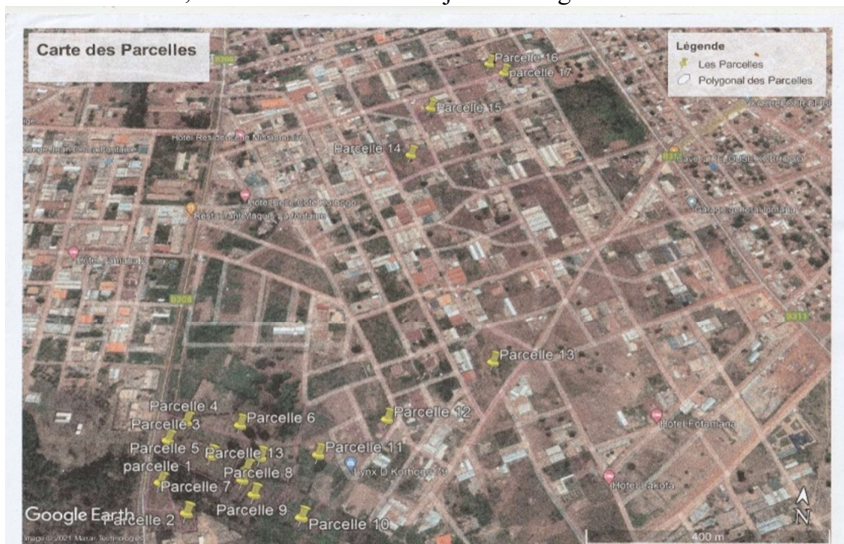


Figure1 : Plan de la zone d'étude

Source : Cabinet de Géomètre expert Korhogo, 2021



2-RESULTATS

2.1. Les caractéristiques socio-démographiques de la population agricole urbaine

2.1.1. Profil de la population d'étude

La population sur laquelle s'est portée notre étude est constituée, essentiellement de femmes (78%). Lesquels travaillent généralement, avec leurs enfants et autres membres de la famille. Ce qui confirme les estimations de la WEF (Women Farmers Forum, 2018) qui estime que « les femmes produisent 70 % de la nourriture en Afrique ». Elles sont issues de la région et particulièrement du département de Korhogo. En effet, les agricultrices urbaines de notre étude, au nombre de 43 sur 56 sont essentiellement originaires et natif de la région du Poro. Pour ce qui est de la nationalité, elles sont toutes ivoiriennes. Par ailleurs, l'analyse des données selon l'ethnie nous montre que l'ethnie locale (Sénoufo) est uniquement représentée. Tous les producteurs enquêtés sont âgés de plus de 30 ans. L'agriculture urbaine est pratiquée aussi bien par des personnes adultes que des personnes âgées de plus de 50 ans en référence au tableau 2. Selon cette étude, la proportion de producteurs sénoufo âgés de moins de 40 ans (28,6%) est inférieure à celle des productrices âgées de plus de 40 ans qui représentent 71,5% des enquêtés.

Tableau 2 : La répartition des producteurs enquêtés selon l'âge

Tranche d'âge	Effectif de la population	%
30 à 40 ans	16	28,6
40 à 50 ans	24	42,8
50 ans et plus	16	28,6
Total	56	100

Source : Enquêtes de Terrain 2021



2.1.2. Situation matrimoniale

La situation matrimoniale de la population d'étude est marquée par la prépondérance des « mariés ». En effet, sur les cinquante-six (56) agriculteurs urbains des sites d'enquête constituant notre échantillon, nous enregistrons quarante-cinq (45) individus « mariés » et onze (11) en situation de veuvage. Soit respectivement 82 % de cette population contre 18 %. Les productrices sont mère de plusieurs enfants pour une moyenne de trois (3) enfants par femmes. Toutefois ces cultivateurs peuvent être classés en quatre grands groupes selon le niveau d'étude.

2.1.3. Niveau d'instruction des cultivatrices

Cette partie de notre étude met en évidence le niveau d'éducation de la population enquêtée. Le tableau 3 indique globalement la configuration du niveau d'instruction des cultivateurs. L'analyse de chaque niveau d'instruction montre que sur les 56 membres de l'échantillon 37 sont « non-scolarisés », 19 ont fait le « primaire ». Pour le reste des niveaux aucune réponse n'a été accordée. En effet, dans cette population d'agricultrice urbaine enquêtées, les analphabètes sont les plus nombreux soit 66% des enquêtés. Il s'agit généralement des femmes, sous l'influence de la tradition et coutume, qui n'ont pas été scolarisés et qui ne peuvent accéder à des emplois plus rémunérateurs par manque de qualification.

Tableau 3 : Répartition des agriculteurs urbains selon les niveaux d'instruction

Niveau d'instruction	Effectif et %	
Non-scolarisé	37	66
Primaire	19	34
Secondaire	0	0
Supérieur	0	0
Total	56	100

Source : Enquêtes de Terrain 2021

2.1.4. Modes d'accès à la terre et typologie d'implantation.

2.1.4.1. Modes d'accès à la terre

Plusieurs modes d'accès aux terres cultivées et typologies d'implantation ont été identifiés selon le statut des agriculteurs. Il s'agit de la pleine propriété ou legs, le prêt et le squat. Le tableau 4 ci-dessous montre la répartition des agriculteurs urbains selon le mode d'accès à la terre.

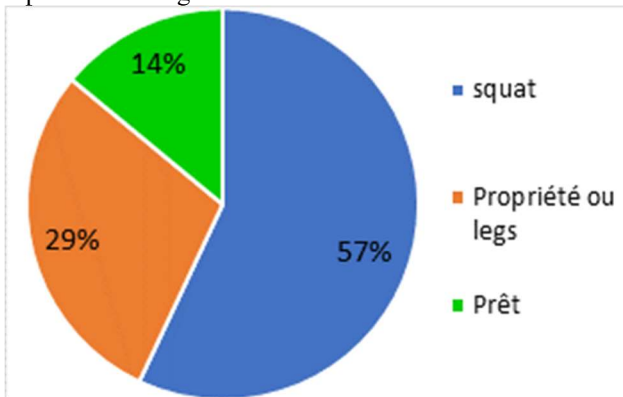


Figure 2 : Répartition des agriculteurs selon le mode d'accès à la terre selon le statut des terres cultivées

Source : Enquêtes de Terrain 2021

L'analyse de la figure ci-dessus montre que la majorité de la population (57%) étudiée squat les espaces cultivés. Cependant, la plupart des espaces cultivés répertoriés étaient installés sur des sites notamment des terrains difficilement aménageables et/ou des espaces du domaine publics ou privé. Selon Berron (1980), ces terres sont « empruntées » momentanément à l'administration. Ce caractère informel et spontané de l'occupation de certains sites a également été confirmé par Olahan (2010). Ainsi, sur nos sites d'étude, les agricultrices squattent les différents espaces vacants pour cultiver afin de subvenir à leurs besoins primaires. Les cultivateurs exploitants leur propre terre ou détenant la propriété des terres occupées représentent 29%. Elles ont, soit bénéficié d'un don, soit hérité d'un père ou d'un oncle. Ils ont le statut de propriétaire. Pour ce qui est du statut « Prêt »,



14% des individus enquêtés louent les parcelles et exercent librement leur activité jusqu'à ce que le propriétaire décide de récupérer sa parcelle. Les parcelles sont constituées de lots appartenant à des particuliers. La location est une pratique peu répandue sur nos sites d'enquêtes. Toutefois, certains particuliers acceptent de louer leurs parcelles à la demande des cultivateurs en attendant d'avoir les moyens pour les mettre en valeur (construction de logements). Cela leur permet d'avoir constamment leurs différents lots entretenus sans litige. Cette façon d'entretenir les espaces lotis et les maisons inachevées non recouvertes de toitures constitue une stratégie pour les détenteurs de ces biens immobiliers de ne pas se voir, non seulement arracher les lots, mais aussi d'empêcher les voisins d'en faire des dépotoirs. On peut citer les propos d'une enquêté qui affirmait :

« le propriétaire du terrain nous a demandé de le cultiver (...) et que le moment venu il nous avisera dès qu'il sera disposé à construire. Ainsi nous quitterons les lieux. Cependant, il appelle ou passe pour voir le terrain ».

En somme, les résultats de l'enquête révèlent une diversité de modes d'accès à la terre des agriculteurs, notamment le prêt, le squat, la propriété. Le squat est de loin le premier mode d'accès aux terres de culture pour un peu plus de 57% des agriculteurs tandis que la propriété représente 29% des agriculteurs urbains installés sur les sites d'enquêtes. D'autre part, face aux fluctuations des prix des denrées alimentaires et de l'activité économique ce sont les plus pauvres qui sont les plus vulnérable au plan national, et ce en l'absence de protection sociale satisfaisante ; ils n'ont alors parfois plus la possibilité financière de se nourrir correctement (Gwenn, 2009). En outre, à l'échelle urbaine, les mutations des habitudes alimentaires induisent une pression croissante sur les ressources locales (terre) et l'environnement (traitement phytosanitaire). Ainsi, l'occupation des sites de production agricole en milieux urbains obéit aux aspirations des acteurs à répondre au besoin pressant en alimentation. Il en ressort de ce fait une diversité d'occupations de l'espace cultivé.

2.1.4.2. Typologie d'implantation

Les types d'implantation agricole dans la ville de Korgho se résument à 3 cas de figure : les implantations le long des voies de circulation (route), les implantations sur les zones non constructibles et/ou bas-fonds et les



domaines publics ou privés (lots non mis en valeur ou maisons inachevées, sous les hautes-tension). Les photos ci-dessous témoignent de ce fait.



Photo 1 : Espace cultivé le long d'une voie de circulation



Photo 2 : Espace cultivé dans une cour inachevée



Photo 3 : Espace cultivé sous ligne haute tension

Planche 1 : Formes d'exploitation de l'espace

La carte de la ville de Korhogo n'indique pas visiblement la proportion des espaces libres non bâtis ; qu'ils soient du domaine public ou du domaine privé et des zones non constructibles. L'agriculture urbaine constitue, cependant, une grande utilisation du sol urbain à cause de sa souplesse et de sa mobilité par endroits. On la trouve sur toutes sortes de terrains (terrains à bâtir non aménagés, terrains publics inexploités et laissés vacants, terrains d'habitation, terrains physiquement non aménageables (Mougeot, 1995)). Ce dernier type de terrains, qui n'intéresse pas l'autorité compétente en la matière, fait, cependant, l'objet d'occupation en matière d'agriculture urbaine par les acteurs, malgré les risques potentiels et avérés qu'ils encourent (photo 3). Car, celle-ci (l'agriculture urbaine) ne fait pas obstacle à un aménagement plus approprié du territoire urbain, mais permet au contraire d'exploiter des endroits petits, inaccessibles, non viabilisés, dangereux ou inoccupés (Mougeot, 2006).

3-DISCUSSION

3.1. Principales caractéristiques de l'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine peut prendre de multiples formes, qui varient selon différentes caractéristiques, incluant la géographie urbaine, le régime foncier, les objectifs des agriculteurs et le choix ou type des cultures. Le manque de place en milieu urbain génère une compétitivité du secteur de l'agriculture urbaine avec les autres usages de la terre, entraînant un manque



d'espace et de sols fertiles (Pearson et al., 2010). Aussi, il s'agit du facteur principal influençant les formes d'agriculture urbaine et a entraîné de nombreuses stratégies d'adaptation différentes (Eriksen-Hamel et Danso, 2010). Plusieurs options peuvent être considérées dans le traitement de l'espace de culture. Par exemple, les cultures peuvent être en sol (jardin) ou intégrés dans les bâtiments (en terrasse ou sur les toits). De plus, pour les personnes qui parviennent à obtenir des parcelles de manière légale, les rentes sont élevées et les baux sont généralement de courte durée (Frayne et al., 2014 ; Padgham et al., 2015). Ceci crée un sentiment d'insécurité auprès des agriculteurs (Smit et Nasr, 1992), qui est accentué par les risques de vol de récoltes potentiels tel que mentionné dans plusieurs études en Afrique du sud (Olivier, 2019 ; Olivier et Heinecken, 2017a). Les besoins et les objectifs des cultivateurs impactent les formes d'agriculture urbaine. L'Association pour l'agriculture verticale différencie plusieurs objectifs de production. Ces objectifs vont fortement influencer les formes d'organisations pour les agriculteurs et incluent la subsistance, l'apprentissage (Dixon et al., 2009), la transformation des produits cultivés, la commercialisation (Abdulkadir et al., 2012), la purification de sites contaminés (Brown et Jameton, 2000) et la réduction de la pollution (Hui, 2006).

Maxwell (1995), quant à lui, discute de la différence entre l'agriculture ayant un objectif de commercialisation et celle de subsistance. La culture pour l'autoconsommation est souvent plus diversifiée et à plus petite échelle, relativement aux exploitations destinées à la vente seulement. Les espèces à haute productivité vont être privilégiées en milieu urbain par manque d'espace et le besoin croissant (Fofana 2012). Les plantes à cycle courts (semences rapides) sont souvent utilisées, car elles permettent une production continue. Les modèles de monoculture intensive se retrouvent plutôt en agriculture périurbaine, orientée vers la commercialisation. Les choix de culture dépendent aussi du milieu biophysique puisqu'elles doivent être adaptées à leur environnement et au climat. En effet, les villes sont soumises à l'augmentation des températures, accentuée par la chaleur urbaine. Aussi, les changements climatiques ont un impact direct sur la productivité et la composition des parcelles (Egerer et al., 2019). La question de la résilience des cultures, c'est-à-dire leur capacité à résister ou à s'adapter aux changements climatiques et aux perturbations extérieures, est donc importante (Bullock et al., 2017). En effet, les variétés cultivées



doivent être adaptées au milieu local et posséder une diversité génétique permettant une meilleure adaptation aux variations de l'environnement (Koochafkan, Altieri et Gimenez, 2012). Ainsi, les caractéristiques spécifiques au secteur de l'agriculture urbaine font en sorte que les activités agricoles peuvent prendre différentes formes. Quel que soit la forme choisie, l'agriculture à l'intérieur et autour des villes générera des impacts sur le milieu et sur les populations. Dans la section suivante, nous discutons quelques-uns de ces impacts.

3.2. Impacts de l'agriculture urbaine

Dans cette section, nous résumons quelques résultats de la littérature sur les impacts de l'agriculture urbaine et sur le bien-être, la sécurité alimentaire et l'environnement. La plupart des chercheurs tels que (Freeman, 1991), (Rakodi, 1988), (Memon and Lee Smith, 1993), (Kironde, 1992) qui se sont penchés sur le phénomène s'entendent au moins sur une chose: l'agriculture urbaine est un élément clé dans l'économie des ménages pauvres. Elle constitue une source importante de nourriture et de revenus pour les ménages les plus démunis. Pour Villien, (1988), la présence de l'agriculture en ville traduit en général une certaine pauvreté des populations. Mais au-delà de sa contribution dans l'alimentation des ménages les plus pauvres, et quoique difficile à évaluer, Freeman (1991) situe la contribution de l'agriculture urbaine aussi au niveau de la communauté urbaine, où il soutient que l'agriculture peut contribuer à la productivité collective; constituer un multiplicateur d'emplois; servir de point d'entrée des femmes dans l'entrepreneuriat et le marché de travail urbain. Dans une étude portant sur 15 pays en développement, Zezza et Tasciotti (2010) montrent qu'entre 17 et 26 % de la production agricole urbaine au Ghana, à Madagascar, au Malawi et au Nigeria, et jusqu'à 45 % en Amérique latine, est vendue. Ces revenus assurent aux producteurs au moins le salaire minimum au Nigeria et à Bangkok (Vagneron, 2007 ; Wuyep et Rampedi, 2018) et permettaient à un ménage de 6 personnes, en 2017, de vivre au-dessus du seuil de la pauvreté en Tanzanie (Victor et al., 2018).

A ces arguments en faveur de l'agriculture urbaine, certains rétorquent que c'est une activité nuisible et peu conforme à la vie urbaine. Parmi ceux-ci, songeons d'abord aux autorités municipales, dont un bon nombre adopte une



attitude négative envers cette activité. Ainsi, par exemple à Nairobi, le conseil de ville autorisa la destruction des champs de maïs en 1980 (Kironde, 1992, 1284). A Lusaka, Rakodi (1988) rapporte qu'à cette époque, les autorités municipales pensaient que les champs de maïs constituaient un nid de moustiques et ordonnaient périodiquement leur destruction. Songeons ensuite à certains auteurs tels que (Shauri, 1989), (Kulaba, 1989), pour qui l'agriculture est incompatible avec les habitudes urbaines. Finalement, à la thèse selon laquelle l'agriculture urbaine constitue un élément important de la réalité urbaine et qu'il faut soutenir, d'autres, comme (Godson, 1992) rétorquent qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur le succès de cette activité. On pourrait parler de succès, seulement si l'agriculture urbaine est complémentaire et non un substitut de l'agriculture rurale.

CONCLUSION

Cette étude sur la question de l'agriculture en milieu urbain a permis de voir les principales caractéristiques de l'agriculture urbaine à Korhogo et les difficultés et défis dans sa pratique auxquelles elle fait face. En effet cette étude a consisté à s'interroger l'identité et les enjeux propre à cette agriculture urbaine de la ville de Korhogo dans un souci de faire face à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté galopante en milieu urbain. L'atteinte de cet objectif a nécessité la mobilisation de techniques de collectes des données ; en l'occurrence des enquêtes, un questionnaire et une observation directe ; en plus de la recherche documentaire. Ainsi sur la base des données, l'étude est parvenue aux résultats que l'agriculture urbaine à Korhogo a un caractère informel et précaire. Elle est pratiquée sur de petites superficies par une frange de la population qui est très souvent vieille et originaire de la région. Tous les agriculteurs pratiquent en générale une agriculture traditionnelle et semi-moderne avec l'utilisation d'outils rudimentaires et des engrais organiques et/ou chimiques en monoculture ou en association de culture.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abdulkadir, A., Dossa, L., Lompo, D., Abdu, N. et Keulen, H. V. (2012). Characterization of urban and peri-urban agroecosystems in



- three west african cities. *International journal of agricultural sustainability*, 10(4):289–314.
2. Ba, A. (2014). L'agriculture urbaine en Afrique : un potentiel vivrier sous-exploité face à l'insécurité alimentaire. Page consultée de <http://www.fondation-farm.org/zoe.php?s=blogfarm&w=wt&idt=1849>
 3. Brown, K. et Jameton, A. (2000). Public health implications of urban agriculture. *Journal of public health policy*, 21(1):20–39.
 4. Bullock, J., Dhanjal-Adams, K., Milne, A., Oliver, T., Todman, L., Whitmore, A. et Pywell, R. (2017). Resilience and food security: rethinking an ecological concept. *Journal of Ecology*, 105:880–884.
 5. Dixon, J., Donati, K., Pike, L. et Hattersley, L. (2009). Functional foods and urban agriculture: two responses to climate change-related food insecurity. *New South Wales Public Health Bulletin*, 20(2):14–18.
 6. Egerer, M., Lin, B., Threlfall, C. et Kendal, D. (2019). Temperature variability influences urban garden plant richness and gardener water use behavior, but not planting decisions. *Science of The Total Environment*, 646:111–120.
 7. Eriksen-Hamel, N. et Danso, G. (2010). Agronomic considerations for urban agriculture in southern cities. *International Journal of Agricultural Sustainability*.
 8. FAO. (2017). L'urbanisation peut servir de catalyseur au développement rural. Document consulté de <http://www.fao.org/news/story/pt/item/854071/icode/>.
 9. Fofana L. (2012), Dynamique et organisation de l'espace du Denguélé face aux défis du développement durable, Thèse unique de Doctorat, Université FHB, Côte d'Ivoire, 313p.
 10. Frayne, B., McCordic, C. et Shilomboleni, H. (2014). Growing out of poverty: Does urban agriculture contribute to household food security in southern african cities ? *Urban Forum*, 25(2):177–189.
 11. Freeman, Donald B. (1991) *A City of Farmers: Informal Urban Agriculture in the Open Spaces of Nairobi*. Kenya, McGill-Queen's University Press, Montreal and Kingston, London, Buffalo.
 12. Godson, C. Obias (1992) "Compte rendu de *A City of Farmers: Informal Urban Agriculture in the Open Spaces of Nairobi*. Kenya, par Donald B, Freeman", *Professional Geographer*, vol. 44, no. 2, pp. 227-228.
 13. Gwenn, P. (2009), Nourrir les citoyens : villes et développement durable, sécurité alimentaire et développement en Asie du Sud-Est, Master en



- économie du développement durable et de l'environnement, Université de Paris Ouest-Nanterre La Défense, p 68.
14. Hui, D. (2006). Benefits and potential applications of green roof systems in hong kong. *Evaluation*, 11(12).
 15. Kironde, J.M. Lusugga (1992) "Received Concepts and Theories in African Urbanisation and Management Strategies: The Struggle Continues", *Urban Studies*, vol. 29, no. 8, pp. 1277-1292.
 16. Kulaba, S.M. (1989) "Local Government and Management of Urban Services in Tanzania", in R.E. Stren and R.R. White (Eds) *African Cities in Crisis: Managing Rapid Urban Growth*, pp. 203-245.
 17. Maxwell, D. (1995). Alternative food security strategy: A household analysis of urban agriculture in kampala. *World Development*, 23(10):1669–1681.
 18. Memon, Pyar Ali and Lee-Smith, Diana (1993) "Urban Agriculture in Kenya", *Canadien Journal of African Studies*, vol.27, pp.25-42.
 19. Mougeot, L.J.A., (1995) L'agriculture urbaine à l'heure du XXIème siècle : un regain d'intérêt institutionnel, in l'agriculture en Afrique de l'Est, « Faire campagne en ville », CRDI, p80-87
 20. Mougeot, L.J.A., (2006) Cultiver de meilleures villes, Agriculture urbaine et développement durable, un focus, p 73.
 21. Olivier, D. (2019). Urban agriculture promotes sustainable livelihoods in cape town. *Development Southern Africa*, 36(1):17–32.
 22. Olivier, D. et Heinecken, L. (2017). The personal and social benefits of urban agriculture experienced by cultivators on the cape flats. *Development Southern Africa*, 34(2):168–181.
 23. ONU (Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population) (2018). *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*, Online Edition. Disponible sur <https://esa.un.org/unpd/wup/Publications>
 24. Padgham, J., Jabbour, J. et Dietrich, K. (2015). Urban climate managing change and building resilience: A multi-stressor analysis of urban and peri-urban agriculture in africa and asia. *Urban Climate*, 12:183–204.
 25. Pearson, L., Pearson, L. et Pearson, C. (2010). Sustainable urban agriculture: stocktake and opportunities. *International journal of agricultural sustainability*, 8(1-2):7–19.
 26. Rakodi, Carole (1988) "Urban Agriculture: Research Questions and Zambia Evidence," *Journal of Modern African Studies*, vol.26, no.3, pp.495-515.



27. Shauri, R. (1989), "Rus in Urbe: A Study of Agricultural Activities in the City of Dar es Salam", Diploma Project, Ardhi Institute, Dar Es Salam.
28. Smit, Jac, Joe NASR (1992), Urban Agriculture : Food, Jobs and Sustainable Cities. United Nation Development Program (UNDP), Habitat II Series Vol 1.
29. Vagneron, I. (2007). Economic appraisal of profitability and sustainability of peri-urban agriculture in bangkok. Ecological Economics, 61(2-3):516–529.
30. Victor, K., Massawe, F. et Sikira, A. (2018). Contribution of integrated urban agriculture to household income : A case of kinondoni municipality, tanzania. Journal of Agricultural Sciences – Sri Lanka, 13(3):237.
31. Villien, François (1988) "L'Agriculture dans la ville: l'exemple de Bangui," Cahiers d'outre-mer, vol.41, no. 163, pp. 163-180.
32. WEF (2018). Women grow 70they tend. Page consultée de <https://www.weforum.org/agenda/2018/03/women-farmers-food-production-land-rights/>.
33. Wuyep, S. et Rampedi, I. (2018). Urban fish farming in jos, nigeria : Contributions towards employment opportunities, income generation, and poverty alleviation for improved livelihoods. Agriculture (Switzerland), 8(7).
34. Zezza, A. et Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. Food Policy, 35(4):265–273.